

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.

- François Louncény Fall, représentant spécial du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) :

"Le contingent gabonais au sein de la Minusca joue par exemple un rôle appréciable dans le retour progressif de la paix et stabilité en Centrafrique".

- Nicole Jeanine Roboty-Mbou, ministre de l'Économie et de la Relance :

"Sur la base du travail de vérification de la Task force sur la dette intérieure, le stock de la dette est fixé à 450 milliards de FCFA dont le remboursement est programmé sur une période de 3/4 ans".

- Franck Nguema, ministre des Sports, de la Jeunesse chargé de la Vie associative :

"L'État a pris ses responsabilités. La césure servira à régler le passif et permettra de repartir sur de nouvelles bases. Dans le changement de paradigmes enclenché par les résolutions prises lors des dernières assises sur notre championnat".

- Marie-Françoise Dikoumba, gouverneure de la province de l'Estuaire :

"Malgré les difficultés ayant ralenti le travail des agents municipaux, notamment en matière de collecte de ressources propres, le compte administratif (Ndlr : d'Owendo) présente un exercice excédentaire".

- Christine Mba Ndutume, nouvelle édile de Libreville :

"(...) La mairie de Libreville ne peut aujourd'hui, à elle seule, surmonter les obstacles, souvent transversaux qui jonchent le chemin de son développement. Des écueils revêtant parfois une allure insoluble, mais qui restent franchissables".

- Chantal Myboto-Gondjout, membre du Groupe Union nationale (UN)/Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) :

"Nous en sommes déjà à trois maires élus, et un intérimaire, ce qui fait quatre maires pour un seul mandat".

- Mays Mouissi, analyste économique :

"La plus grande partie des travailleurs du pays vit du secteur informel, précaire par nature et peu profitable à l'État en termes de recettes budgétaires. Résoudre la question de l'emploi informel au Gabon reviendrait à répondre à une urgence sociale". Léés

Vers une coopération militaire avec la République tchèque

F. M. MOMBO
Libreville/Gabon

ÉTABLIR une coopération militaro-technique avec le Gabon est l'objectif visé par la République tchèque. Toute chose qui explique la présence sur le sol gabonais d'une importante délégation d'hommes d'affaires tchèques opérant dans les secteurs de la défense et des mines. Conduite par le vice-ministre de la Défense, Tomas Kopečný, cette délégation a été reçue, vendredi dernier, par le ministre de la Défense nationale, Michael Moussa Adamo, entouré de plusieurs de ses collaborateurs. Au cours de cette rencontre, il s'est agi de passer en revue toutes les possibilités de mise en place d'une base de coopération militaire entre les deux pays.

Tomas Kopečný : "Nous avons présenté les meilleurs produits et le type de formation que peut offrir la République tchèque à l'armée gabonaise. Nous avons également discuté sur la question de la santé militaire et des produits à proposer à l'armée de terre et à l'armée de l'air. Il serait



Le ministre de la Défense nationale, Michael Moussa Adamo et ses hôtes au terme de la rencontre.

Photo : F. M.

donc important que l'on fasse une véritable connaissance des besoins réels de l'armée gabonaise pour que la formation et les produits militaires proposés soient les mieux adaptés".

Michael Moussa Adamo a, pour sa part, salué les efforts et l'action du chef de l'État, chef

suprême des Forces de défense et de sécurité. d'autant que, a-t-il dit, "c'est grâce à sa détermination que le Gabon est de plus en plus attractif, et l'ouverture que nous offrons pousse tout le monde à vouloir travailler avec nous. Le Gabon est ouvert et attend des partenaires qui

peuvent nous aider à donner le meilleur de nous-mêmes". La République tchèque va donc faire parvenir ses produits au Gabon pour qu'ils soient testés et voir s'ils sont adaptés aussi bien à l'environnement gabonais qu'à sa stratégie militaire.

La Semaine

Nouveau départ ?

Il ne serait pas faux d'affirmer que l'Hôtel de Ville de Libreville a presque fait à lui seul l'essentiel de l'actualité sociopolitique de la semaine écoulée. Et pour cause, on y a enregistré non seulement l'élection de la nouvelle maire, mais aussi son installation. Autant d'événements au cours desquels des discours ont été prononcés. Et tout a été (sans doute) déjà dit, tant sur l'élection de Mme Christine Mba Ndutume que sur son installation.

Espérons tout simplement qu'elle réussira à être le dernier édile de ce mandat qui en a déjà connu trois avant elle. Dont deux maires élus et un intérimaire. À Mba Ndutume d'imprégner maintenant sa propre marque. Sous réserve de ce que le recours introduit au niveau du tribunal administratif par le groupe de l'opposition municipale ne prospérera point. Alors on aura bien raison de parler d'un nouveau départ.

A côté de la mairie de Libreville, une autre

collectivité locale a fait parler d'elle. Il s'agit de la commune d'Owendo qui a organisé une session du Conseil municipal pour examiner le compte administratif 2020. Celui-ci dégage un résultat excédentaire de 396 279 684 F CFA. Toute chose qui a suscité la satisfaction de l'édile, Jeanne Mbagou, et les siens. Mais qui intrigue un peu nombre d'Owendois qui estiment que ce résultat positif devrait un tant soit peu servir à améliorer leurs conditions de vie. Surtout au niveau des voiries urbaines impraticables à certains endroits. C'est, entre autres, le cas à l'entrée de la "SNI", et au niveau de l'Hôtel de Ville d'Owendo où des nids-de-poule rendent la circulation épouvantable, etc. La diplomatie était également à l'honneur avec la visite d'une diplomate de l'Union européenne, et celle d'un membre du gouvernement de la République tchèque venu jeter les bases d'une coopération militaire avec notre pays. Pour sa part, Mme Rita Laranjin-

ha, Directrice générale Afrique du service européen pour l'Action extérieure, a eu des entretiens avec les autorités gabonaises dont la Première ministre Rose Christiane Ossouka Raponda. Elle a dévoilé les trois secteurs dans lesquels devrait s'articuler la coopération entre l'UE et le Gabon jusqu'en 2027.

Quand on sait que la question des droits de l'Homme fait partie des sujets souvent évoqués lors du dialogue politique avec l'UE, on est tenté de dire que ce séjour n'est pas intervenu au bon moment. À cause de la sortie de l'ONG "SOS prisonniers", qui a dénoncé vigoureusement les conditions de détention "exécrables" à la Prison centrale de Libreville où, selon ses dires, des détenus videraient des fosses septiques avec des seaux et sans gants. Ce qui est tout de même gênant pour le gouvernement gabonais.

ONDOUBA'NTSIBAH